



1^{er} trimestre 2017

défaillances et sauvegardes
d'entreprises en France

A PROPOS D'ALTARES > www.altares.com

Acteur de premier plan de la Data Economy, Altaires valorise le patrimoine Data des entreprises en le transformant en performance économique. Partenaire de confiance indépendant, Altaires fournit, collecte, analyse et enrichit les données afin de les rendre « intelligentes » et d'en faire un outil décisionnel agile pour les Directions Générales et opérationnelles des entreprises.

Dans un monde où la technologie accélère de façon exponentielle (IA, objets connectés, blockchain, programmation) mais où l'intuition humaine n'a jamais été aussi utile, le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, Altaires se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI et PME en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 260 millions d'entreprises dans 220 pays. Avec l'acquisition récente de D&B Benelux, le groupe compte désormais 420 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de plus de 115 millions d'euros.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance. Ces analyses sont consultables en ligne, sur le site www.altares.com et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : JEUDI 4 MAI 2017

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.com

Tél : 01 41 37 50 00 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altares.com

Directeur des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

RELATIONS PRESSE :

VP COMMUNICATION

Véronique Pouzeratte
vpouzeratte@vp-communication.com
111, Avenue Victor Hugo • 75 116 Paris
Tél : 06 81 29 81 90
www.vp-communication.com

PALMARES ALTARES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DU 1^{ER} TRIMESTRE 2017

1^{er} trimestre 2017 : le verrou des 16 000 défaillances d'entreprises saute à son tour

La sinistralité des entreprises recule de 3,9% (vs T1-2016) dont 17% pour les seules PME. Le nombre d'emplois menacés tombe sous 44 500 loin des 73 700 emplois comptabilisés au 1^{er} trimestre 2009.

Paris, le 4 mai 2017 – La société Altares, spécialiste de la data economy, partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet 1^{er} réseau international d'informations BtoB, présente son étude trimestrielle sur les défaillances et sauvegardes d'entreprises du 1^{er} trimestre 2017.

« En 2016, l'indicateur des défaillances d'entreprises avait déjà donné toute la mesure d'une reprise de l'économie réelle que le chiffre d'une croissance poussive (1,1%) semblait vouloir tempérer ; Le nombre des ouvertures de procédures collectives retombait enfin, et largement, sous le plancher des 60 000 défaillances annuelles (58 000) pour la première fois depuis début 2009. » Rappelle Thierry Millon, Directeur des études Altares.

« Ce début d'année 2017 poursuit ce mouvement et fait à son tour sauter un autre verrou inviolable depuis le début de crise ; moins de 16 000 jugements (15 600 ; -3,9%) ont été prononcés sur les trois premiers mois, un nombre au plus bas depuis début 2008 (14 600). L'amélioration est encore très sensible chez les PME (-17%) conduisant à ramener le nombre d'emplois menacés par ces défaillances à 44 400 ; c'est près de 12 000 emplois préservés par rapport au récent pic du premier trimestre 2015 et 29 000 par rapport à début 2009. »



NANTERRE, LE JEUDI 4 MAI 2017

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

Données arrêtées au 8 avril de chaque année.

	T1 2013	T1 2014	T1 2015	T1 2016	T1 2017	ÉVOLUTION T1 2017/2016	MOYENNE CINQ ANS
Sauvegardes	411	412	445	350	356	1,7%	395
Redressements judiciaires	4 641	4 777	5 204	4 727	4 509	-4,6%	4 772
Liquidations Judiciaires directes	11 258	11 669	12 487	11 232	10 802	-3,8%	11 490
Total France	16 310	16 858	18 136	16 309	15 667	-3,9%	16 656
Total d'emplois menacés	62 900	62 800	66 200	56 800	44 400	-12 400	58 620
Emplois menacés par entreprise	3,9	3,7	3,7	3,5	2,8	-0,7	3,5

15 667 défaillances ; le meilleur chiffre depuis le 1^{er} trimestre 2008

Sur dix ans comme sur cinq ans, chaque premier trimestre compte en moyenne 16 700 ouvertures de procédures collectives ; Ce début d'année en comptabilise un millier de moins, permettant d'entamer 2017 pour la première fois depuis début 2008 sous le seuil des 16 000.

15 667 défaillances d'entreprises ont été enregistrées soit une baisse de 3,9% par rapport au premier trimestre 2016. 69% d'entre elles sont des liquidations directes soit 10 802 entreprises (-3,8%). 29% des jugements sont des redressements judiciaires soit 4 509 (-4,6%) et 2% sont des sauvegardes soit 356 (+1,7%). La distribution des jugements par nature de procédure varie peu sur cinq ans.

La sinistralité des plus petites entreprises ne recule pas

Les trois quarts des jugements sont prononcés sur des entreprises de moins de trois salariés, soit environ 11 700 structures, comme un an plus tôt. Stable pour les microentreprises, la tendance est en revanche très nette pour les PME. Au-delà de 10 salariés, les PME enregistrent une baisse du nombre de défaillances de plus de 17%.

Les entreprises de plus petite taille se présentent devant le tribunal dans une situation souvent compromise, conduisant ce dernier à ouvrir directement une procédure de liquidation judiciaire. C'est ainsi le cas pour 73% des structures de moins de trois salariés ou 64% de celles comptant 3 à 5 salariés, et encore 54% pour les plus grandes TPE (6 à 9 salariés). A l'inverse, si la moitié des PME de 10 à 19 salariés a encore le risque d'être immédiatement liquidée, ce taux tombe ensuite progressivement jusqu'à atteindre moins d'une sur dix pour les plus grandes PME (au-delà de 100 salariés).

NANTERRE, LE JEUDI 4 MAI 2017

Moins de 3 emplois menacés en moyenne par défaillance d'entreprise

La dynamique très favorable observée sur le front des PME favorise le maintien de l'emploi. En moyenne sur cinq ans, chaque premier trimestre menaçait plus de 58000 emplois directs face aux défaillances ouvertes ; ce nombre a même dépassé 66000 début 2015 et 73000 début 2009. Sur ces trois premiers mois 2017, 44400 emplois directs sont placés en sursis.

« Au-delà de ces valeurs brutes, et souvent brutales, le nombre d'emplois menacés rapporté à chaque entreprise défaillante illustre davantage l'amélioration observée début 2017 » insiste Thierry Millon.

« La moindre fragilité des PME permet de ramener à 2,8 emplois le nombre d'emplois en sursis pour chaque défaillance ; ce taux était encore de près de 4 emplois (3,9) il y a cinq ans et encore 3,5 début 2016. »

Le bâtiment poursuit son redressement, le commerce hésite, l'agriculture continue sa chute

L'amélioration est toujours dynamique dans la construction (-10,6%) portée par le second œuvre du **bâtiment** (-10%) qui représente presque la moitié des défaillances d'entreprises du secteur (2081 sur 4108). Le gros œuvre reste dans le vert (-2,9%), mais sous la moyenne globale tous secteurs confondus (-3,9%). Le bâtiment continue de bénéficier notamment de la meilleure conjoncture de **l'immobilier** qui se caractérise par une forte baisse (-13,5%) des défaillances d'agences immobilières.

Le commerce est un peu plus à la peine en ce début d'année (-0,6% ; 3547 défaillances), notamment dans **le détail alimentaire** et **les magasins multi-rayons** (+12%) et plus encore **en soin de la personne** (+26%) qu'il s'agisse de la pharmacie, de la vente au détail d'appareils médicaux, de parfumerie ou d'optique.

La restauration retrouve des couleurs, notamment la restauration traditionnelle (-7%). Si les liquidations judiciaires sont aussi nombreuses en ce début d'année qu'un an plus tôt, les redressements judiciaires baissent en revanche très fortement (-17%).

La situation se tend à nouveau nettement en revanche pour **les salons de coiffure** (+10%) alors que les activités de **soins de beauté** demeurent dans le vert (-6%).

Parmi les autres activités à destination du consommateur, celles de la santé humaine restent fragiles ; les défaillances sont en hausse chez les infirmiers, professionnels de la rééducation ou ambulanciers, et dans une moindre mesure chez les médecins généralistes et dentistes.

Dans un tout autre registre, les professionnels de **l'enseignement de la conduite** connaissent une forte augmentation de la sinistralité (+37%).

L'industrie est naturellement davantage orientée B2B, mais c'est pourtant une activité B2C qui fait basculer le secteur dans le rouge (+1,1%). En effet, le tiers des 1128 défaillances d'entreprises industrielles se situent en agroalimentaire dans les produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes, une activité qui dérape de 13%. L'industrie manufacturière demeure sur une bonne trajectoire (-4%).

Les services aux entreprises et **les activités d'information et communication** (-7%) s'inscrivent sur une bonne dynamique, contrairement au secteur du transport et de la logistique (+12%) essentiellement dans le transport routier de voyageurs (+46%).

NANTERRE, LE JEUDI 4 MAI 2017

L'agriculture présente des résultats très inquiétants (+20%). Parmi les activités sous forte tension, nous trouvons le soutien à l'exploitation forestière, la culture du riz ou l'élevage de vaches laitières. L'agriculture peut toutefois se prévaloir de bénéficier plus fréquemment que la plupart des autres secteurs d'une solution de redressement judiciaire. En effet, tandis qu'en moyenne, 68,9% des jugements prononcés par les tribunaux sont des liquidations directes, ce taux tombe à moins d'un sur deux (47%) pour l'agriculture ; seuls les métiers de la santé font mieux (44%).

Les régions sont pour la plupart bien orientées

Les grandes régions **Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine** basculent dans le rouge (+2%) mais ce sont essentiellement les ouvertures de redressement judiciaire, plutôt que les liquidations judiciaires, qui augmentent dans ces régions (respectivement +8% et +11%), signe que les entreprises se sont présentées devant le tribunal suffisamment tôt pour faire valoir des perspectives de rebond.

La Corse ne parvient toujours pas à retrouver une bonne dynamique. Les défaillances d'entreprises y augmentent de 10%. La tendance est également défavorable dans les départements d'Outre-Mer, en particulier **la Réunion** (+12%).

Dans les autres régions, les défaillances d'entreprises reculent. Le podium est composé des régions de la pointe Ouest, Bretagne, et Pays de la Loire (-14%) suivies de Centre-Val-de-Loire (-12%).

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les défaillances d'entreprises reculent à peine (-1,1%), mais cette région se distingue par le taux de liquidations directes (57,6%) le plus faible de la France métropolitaine et très inférieur à la moyenne nationale (68,9%). Seule la Corse s'en approche (58,7%). Mais c'est à la Réunion que la chance d'obtenir une solution de redressement est la plus forte ; le taux de liquidation directe y est de seulement 52,5%.

« Alors que la croissance patine encore en ce début d'année 2017, les entreprises - elles - ont accéléré ! »

Les trésoreries de reprise avaient été placées sous forte tension en 2015 provoquant des retards de paiement au plus haut sur dix ans et par voie de conséquence des défaillances d'entreprises entraînant un nouveau record de sinistres sur le premier trimestre 2015. Depuis, la phase de réamorçage des trésoreries s'est opérée et un retour à un fonctionnement moins tendu a permis de retrouver des retards de paiement plus usuels. Ceux-ci ont même établi un nouveau record, mais à la baisse cette fois, sur le second semestre 2016 (étude Altares 13 avril 2017). Ces bons chiffres des comportements payeurs suggéraient alors que les relations interentreprises s'équilibraient au profit de transactions commerciales plus régulières et pérennes, permettant, par conséquent, de réduire la sinistralité des entreprises ; c'est le cas ce premier trimestre 2017.

Les affaires s'accélérent. La reprise n'est plus seulement au coin de la rue mais bien dans les carnets de commandes qui se regarnissent plus généreusement » conclut Thierry Millon.

LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2017

STATISTIQUES DÉTAILLÉES

8

- 8 Nombre des défaillances (ouvertures de procédure) aux 1^{ers} trimestres sur 5 ans
- 9 Histogramme de l'évolution des défaillances d'entreprises sur 5 ans
Nombre de défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure
- 10 Nombre de défaillances par tranche d'âge par nature de procédure
- 11 Nombre de défaillances par région par nature de procédure
- 12 Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure
- 14 Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires au cours du 1^{er} trimestre 2017
(données non consolidées, dernier bilan disponible)
- 15 Courbe d'évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 20 ans
(en milliers - 12 mois glissés fin de 1^{ers} trimestres)
- 16 Carte d'évolution des défaillances (sauvegardes + RJ + LJ directes) par région au 1^{er} trimestre 2017

MÉTHODOLOGIE

17

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 1^{ER} TRIMESTRE 2017

Les données sont arrêtées au 8 avril de chaque année.

NOMBRE DE DÉFAILLANCES (OUVERTURES DE PROCÉDURE) AUX 1^{ERS} TRIMESTRES SUR 5 ANS

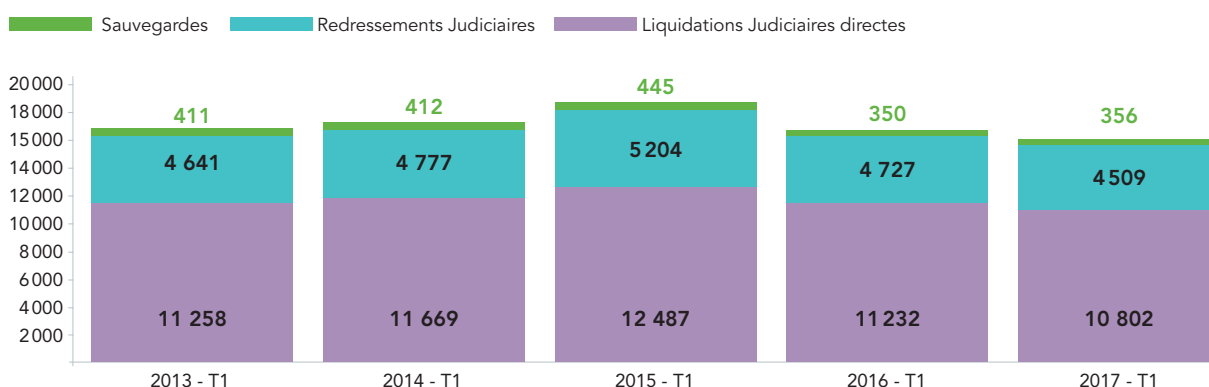
NOMBRE D'OUVERTURES	2013 - T1	2014 - T1	2015 - T1	2016 - T1	2017 - T1	Évolution T1 2017 vs 2016	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	411	412	445	350	356	1,7%	395
Redressements Judiciaires	4641	4777	5204	4727	4509	-4,6%	4772
Liquidations Judiciaires directes	11258	11669	12487	11232	10802	-3,8%	11490
TOTAL DÉFAILLANCES	16310	16858	18136	16309	15667	-3,9%	16656

TAUX PAR NATURE DE PROCÉDURE	2013 - T1	2014 - T1	2015 - T1	2016 - T1	2017 - T1	Évolution T1 2017 vs 2016	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2,5%	2,4%	2,5%	2,1%	2,3%	0,1%	2,4%
Redressements Judiciaires	28,5%	28,3%	28,7%	29,0%	28,8%	-0,2%	28,6%
Liquidations Judiciaires directes	69,0%	69,2%	68,9%	68,9%	68,9%	0,1%	69,0%
TAUX DE PROCÉDURES	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

NOMBRE D'EMPLOIS MENACÉS	2013 - T1	2014 - T1	2015 - T1	2016 - T1	2017 - T1	Écart T1 2017 vs 2016	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	4900	4800	5500	3600	2400	-1200	4240
Redressements Judiciaires	31400	30300	29600	26000	19600	-6400	27380
Liquidations Judiciaires directes	26600	27700	31100	27200	22400	-4800	27000
TOTAL D'EMPLOIS MENACÉS	62900	62800	66200	56800	44400	-12400	58620

NOMBRE D'EMPLOIS MENACÉS PAR ENTREPRISE	2013 - T1	2014 - T1	2015 - T1	2016 - T1	2017 - T1	Écart T1 2017 vs 2016	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	11,9	11,7	12,4	10,3	6,7	-3,5	10,6
Redressements Judiciaires	6,8	6,3	5,7	5,5	4,3	-1,2	5,7
Liquidations Judiciaires directes	2,4	2,4	2,5	2,4	2,1	-0,3	2,3
TOTAL D'EMPLOIS MENACÉS PAR ENTREPRISE	3,9	3,7	3,7	3,5	2,8	-0,6	3,5

HISTOGRAMME DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES SUR 5 ANS



NOMBRE DE DÉFAILLANCES PAR TRANCHE D'EFFECTIF PAR NATURE DE PROCÉDURE

Salariés	2016 - T1				2017 - T1			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
Moins de 3 salariés	172	2 940	8 611	11 723	197	2 970	8 501	11 668
3 ou 5 salariés	54	800	1 512	2 366	52	729	1 412	2 193
6 à 9 salariés	43	435	650	1 128	37	378	487	902
10 à 19 salariés	36	293	330	659	38	243	281	562
20 à 49 salariés	32	190	104	326	23	141	105	269
50 à 99 salariés	5	39	18	62	6	26	14	46
100 salariés et plus	8	30	7	45	3	22	2	27
TOTAL DÉFAILLANCES	350	4 727	11 232	16 309	356	4 509	10 802	15 667

Salariés	Évolution 2017-T1/2016-T1				Taux nature de procédure selon la taille en 2017-T1			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
Moins de 3 salariés	14,5%	1,0%	-1,3%	-0,5%	1,7%	25,5%	72,9%	100%
3 ou 5 salariés	-3,7%	-8,9%	-6,6%	-7,3%	2,4%	33,2%	64,4%	100%
6 à 9 salariés	-14,0%	-13,1%	-25,1%	-20,0%	4,1%	41,9%	54,0%	100%
10 à 19 salariés	5,6%	-17,1%	-14,8%	-14,7%	6,8%	43,2%	50,0%	100%
20 à 49 salariés	-28,1%	-25,8%	1,0%	-17,5%	8,6%	52,4%	39,0%	100%
50 à 99 salariés	20,0%	-33,3%	-22,2%	-25,8%	13,0%	56,5%	30,4%	100%
100 salariés et plus	-62,5%	-26,7%	-71,4%	-40,0%	11,1%	81,5%	7,4%	100%
TOTAL DÉFAILLANCES	1,7%	-4,6%	-3,8%	-3,9%	2,3%	28,8%	68,9%	100%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES PAR TRANCHE D'ÂGE PAR NATURE DE PROCÉDURE

Âge	2016-T1				2017-T1			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
moins de 3 ans	23	521	1819	2363	35	507	1661	2203
3 à 5 ans	71	1369	3574	5014	73	1329	3349	4751
6 à 10 ans	86	1165	2885	4136	89	1110	2741	3940
11 à 15 ans	48	578	1239	1885	65	526	1287	1878
16 et plus	122	1094	1715	2931	94	1037	1764	2895
TOTAL DÉFAILLANCES	350	4727	11 232	16 309	356	4509	10 802	15 667

Âge	Évolution 2017-T1/2016-T1				Taux nature de procédure selon la taille en 2017-T1			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
moins de 3 ans	52,2%	-2,7%	-8,7%	-6,8%	1,6%	23,0%	75,4%	100%
3 à 5 ans	2,8%	-2,9%	-6,3%	-5,2%	1,5%	28,0%	70,5%	100%
6 à 10 ans	3,5%	-4,7%	-5,0%	-4,7%	2,3%	28,2%	69,6%	100%
11 à 15 ans	35,4%	-9,0%	3,9%	0,7%	3,5%	28,0%	68,5%	100%
16 et plus	-23,0%	-5,2%	2,9%	-1,2%	3,2%	35,8%	60,9%	100%
TOTAL DÉFAILLANCES	1,7%	-4,6%	-3,8%	-3,9%	2,3%	28,8%	68,9%	100%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION PAR NATURE DE PROCÉDURE

RÉGIONS	2016-T1				2017-T1			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
GRAND EST	19	340	900	1 259	21	319	856	1 196
NOUVELLE- AQUITAINE	62	450	877	1 389	53	498	861	1 412
AUVERGNE — RHÔNE- ALPES	50	514	1 384	1 948	44	553	1 398	1 995
BRETAGNE	11	192	432	635	14	192	342	548
BOURGOGNE — FRANCHE-COMTÉ	27	218	408	653	8	164	420	592
CENTRE - VAL DE LOIRE	11	209	387	607	9	175	351	535
CORSE	1	37	61	99	4	41	64	109
ÎLE- DE- FRANCE	34	682	2 703	3 419	39	532	2 615	3 186
OCCITANIE	27	487	1 048	1 562	38	456	985	1 479
HAUTS- DE- FRANCE	14	400	905	1 319	21	374	833	1 228
PAYS DE LA LOIRE	22	228	520	770	19	182	459	660
NORMANDIE	26	223	470	719	20	241	455	716
PROVENCE — ALPES-CÔTE- D'AZUR	42	675	1 031	1 748	58	674	996	1 728
GUADELOUPE	-	13	3	16	-	7	13	20
MARTINIQUE	-	17	23	40	-	31	61	92
GUYANE	1	-	1	2	4	5	20	29
LA RÉUNION	3	42	79	124	4	62	73	139
AUTRES OUTRE-MER, ÉTRANGER	-	-	-	0	-	3	-	3
TOTAL DÉFAILLANCES	350	4 727	11 232	16 309	356	4 509	10 802	15 667

RÉGIONS	Évolution 2017-T1 / 2016 - T1				Taux nature de procédure selon la taille en 2017-T1			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
GRAND EST	10,5%	-6,2%	-4,9%	-5,0%	1,8%	26,7%	71,6%	100%
NOUVELLE- AQUITAINE	-14,5%	10,7%	-1,8%	1,7%	3,8%	35,3%	61,0%	100%
AUVERGNE — RHÔNE- ALPES	-12,0%	7,6%	1,0%	2,4%	2,2%	27,7%	70,1%	100%
BRETAGNE	27,3%	0,0%	-20,8%	-13,7%	2,6%	35,0%	62,4%	100%
BOURGOGNE — FRANCHE-COMTÉ	-70,4%	-24,8%	2,9%	-9,3%	1,4%	27,7%	70,9%	100%
CENTRE - VAL DE LOIRE	-18,2%	-16,3%	-9,3%	-11,9%	1,7%	32,7%	65,6%	100%
CORSE	NS	10,8%	4,9%	10,1%	3,7%	37,6%	58,7%	100%
ÎLE- DE- FRANCE	14,7%	-22,0%	-3,3%	-6,8%	1,2%	16,7%	82,1%	100%
OCCITANIE	40,7%	-6,4%	-6,0%	-5,3%	2,6%	30,8%	66,6%	100%
HAUTS- DE- FRANCE	50,0%	-6,5%	-8,0%	-6,9%	1,7%	30,5%	67,8%	100%
PAYS DE LA LOIRE	-13,6%	-20,2%	-11,7%	-14,3%	2,9%	27,6%	69,5%	100%
NORMANDIE	-23,1%	8,1%	-3,2%	-0,4%	2,8%	33,7%	63,5%	100%
PROVENCE — ALPES-CÔTE- D'AZUR	38,1%	-0,1%	-3,4%	-1,1%	3,4%	39,0%	57,6%	100%
GUADELOUPE	NS	NS	NS	25,0%	0,0%	35,0%	65,0%	100%
MARTINIQUE	NS	NS	NS	130,0%	0,0%	33,7%	66,3%	100%
GUYANE	NS	NS	NS	NS	13,8%	17,2%	69,0%	100%
LA RÉUNION	NS	47,6%	-7,6%	12,1%	2,9%	44,6%	52,5%	100%
AUTRES OUTRE-MER, ÉTRANGER	NS	NS	NS	NS	NS	NS	NS	100%
TOTAL DÉFAILLANCES	1,7%	-4,6%	-3,8%	-3,9%	2,3%	28,8%	68,9%	100%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR ACTIVITÉ PAR NATURE DE PROCÉDURE

ACTIVITÉS	2016 - T1				2017 - T1				Évolution T1 2017 vs 2016	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AGRICULTURE	10	162	168	340	15	199	193	407	19,7%	47,4%
Chasse, pêche, forêt		15	38	53	1	24	53	78	47,2%	67,9%
Culture	6	76	67	149	6	91	64	161	8,1%	39,8%
Élevage	4	71	63	138	8	84	76	168	21,7%	45,2%
CONSTRUCTION	73	1348	3176	4597	78	1175	2855	4108	-10,6%	69,5%
Bâtiment										
Gros œuvre	11	421	956	1388	11	398	939	1348	-2,9%	69,7%
Second œuvre	19	596	1698	2313	22	543	1516	2081	-10,0%	72,8%
Travaux publics	3	90	146	239	5	51	68	124	-48,1%	54,8%
Immobilier										
Promotion immobilière	1	30	47	78	1	9	32	42	-46,2%	76,2%
Agences immobilières	5	36	92	133	2	34	79	115	-13,5%	68,7%
Autres activités immobilières	34	175	237	446	37	140	221	398	-10,8%	55,5%
COMMERCE	66	794	2710	3570	67	791	2689	3547	-0,6%	75,8%
Commerce & réparation de véhicules										
Commerce & réparation de véhicules	13	162	399	574	7	135	407	549	-4,4%	74,1%
Commerce de détail										
Magasins multi-rayons	4	48	175	227	2	47	206	255	12,3%	80,8%
Détail alimentaire	3	77	258	338	9	80	290	379	12,1%	76,5%
Bricolage & équipement du foyer	5	67	273	345	6	74	244	324	-6,1%	75,3%
Sport & loisirs	4	28	114	146	3	35	99	137	-6,2%	72,3%
Commerce d'habillement	8	81	352	441	10	70	286	366	-17,0%	78,1%
Soin de la personne & optique	8	35	61	104	13	33	85	131	26,0%	64,9%
Vente hors magasin	1	45	228	274	2	57	240	299	9,1%	80,3%
Autres commerces de détail	3	70	273	346	3	73	260	336	-2,9%	77,4%
Carburants & combustibles	1	4	16	21		4	15	19	-9,5%	78,9%
Commerce Interentreprises										
Centrales d'achat	1	26	97	124		27	79	106	-14,5%	74,5%
Alimentaire	3	23	83	109	2	29	77	108	-0,9%	71,3%
Textile, habillement	3	14	47	64	1	15	52	68	6,3%	76,5%
Biens domestiques	1	34	74	109		23	84	107	-1,8%	78,5%
Équipements informatiques & électroniques		9	33	42		10	23	33	-21,4%	69,7%
Machines & équipements	4	27	70	101	4	25	72	101	0,0%	71,3%
Matériaux de construction, sanitaire...	2	23	63	88	3	29	68	100	13,6%	68,0%
Autre commerce interentreprises	2	21	94	117	2	25	102	129	10,3%	79,1%
INDUSTRIE	35	390	691	1116	44	392	692	1128	1,1%	61,3%
Industrie agroalimentaire										
Industrie alimentaire	18	139	233	390	16	156	258	430	10,3%	60,0%
Dont produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes	15	120	203	338	15	140	227	382	13,0%	59,4%
Textile, habillement, cuir		16	61	77	2	19	63	84	9,1%	75,0%
Bois, matériaux de construction	5	33	40	78	1	26	49	76	-2,6%	64,5%
Imprimerie	1	18	50	69	3	20	44	67	-2,9%	65,7%
Industrie manufacturière										
Métallurgie, mécanique	6	53	58	117	3	42	64	109	-6,8%	58,7%
Autres industries manufacturières		74	21	95	2	27	65	94	-1,1%	69,1%
Réparation, maintenance	4	28	77	109	4	38	62	104	-4,6%	59,6%
Autre industrie manufacturière	1	29	151	181	13	64	87	164	-9,4%	53,0%



(SUITE)

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR ACTIVITÉ PAR NATURE DE PROCÉDURE

ACTIVITÉS	2016-T1				2017-T1				Évolution T1 2017 vs 2016	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
INFORMATION & COMMUNICATION	9	84	303	396	9	83	277	369	-6,8%	75,1%
Services informatiques & édition de logiciels	5	59	189	253	5	49	167	221	-12,6%	75,6%
Autres activités information & communication	4	25	114	143	4	34	110	148	3,5%	74,3%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	7	143	313	463	9	135	374	518	11,9%	72,2%
Transport routier de marchandises	4	95	233	332	7	88	243	338	1,8%	71,9%
Autres activités de transport	1	17	31	49	1	14	45	60	22,4%	75,0%
Transport routier de voyageurs	2	31	49	82	1	33	86	120	46,3%	71,7%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	8	21	89	118	5	36	59	100	-15,3%	59,0%
Activités financières	7	9	63	79	5	13	40	58	-26,6%	69,0%
Activités d'assurance	1	12	26	39		23	19	42	7,7%	45,2%
SERVICES AUX ENTREPRISES	72	561	1348	1981	65	488	1292	1845	-6,9%	70,0%
Autres services spécialisés	8	100	245	353	14	83	235	332	-5,9%	70,8%
Activités scientifiques et techniques Conseil en communication et gestion	5	55	222	282	5	60	215	280	-0,7%	76,8%
Services d'architecture et d'ingénierie	11	99	211	321	9	75	178	262	-18,4%	67,9%
Activités de holding ou des sièges sociaux	40	92	140	272	27	86	167	280	2,9%	59,6%
Services administratifs aux entreprises Autres services administratifs aux entreprises	7	99	295	401	5	96	283	384	-4,2%	73,7%
Sécurité	1	49	89	139	1	33	92	126	-9,4%	73,0%
Nettoyage de bâtiments		67	146	213	4	55	122	181	-15,0%	67,4%
SERVICES AUX PARTICULIERS	10	153	528	691	8	181	513	702	1,6%	73,1%
Activités de réparation	4	15	68	87	2	20	60	82	-5,7%	73,2%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	4	100	355	459	4	127	363	494	7,6%	73,5%
Autres services à la personne	2	38	105	145	2	34	90	126	-13,1%	71,4%
CHR	36	769	1446	2251	33	719	1397	2149	-4,5%	65,0%
Hébergement	5	69	69	143	6	53	73	132	-7,7%	55,3%
Restauration	28	586	1137	1751	24	539	1086	1649	-5,8%	65,9%
dont Restauration traditionnelle	20	428	630	1078	21	354	629	1004	-6,9%	62,6%
dont Restauration rapide	7	158	446	611	3	162	418	583	-4,6%	71,7%
Débites de boissons	3	114	240	357	3	127	238	368	3,1%	64,7%
AUTRES ACTIVITÉS	24	302	460	786	23	310	461	794	1,0%	58,1%
Santé humaine & action sociale	6	133	106	245	5	137	111	253	3,3%	43,9%
Activités récréatives	10	76	173	259	7	69	148	224	-13,5%	66,1%
Enseignement	3	62	120	185	8	72	119	199	7,6%	59,8%
Autres activités	5	31	61	97	3	32	83	118	21,6%	70,3%
TOTAL DES DÉFAILLANCES	350	4727	11232	16309	356	4509	10802	15667	-3,9%	68,9%

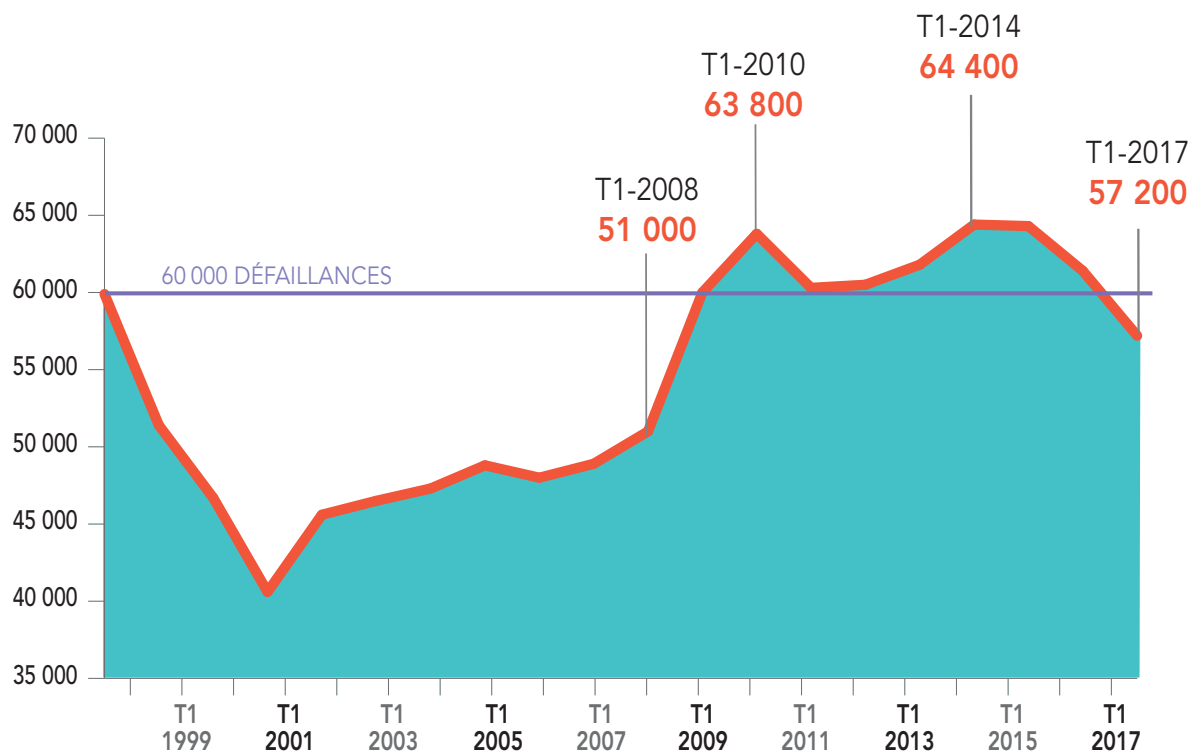
LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU COURS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2017

(données non consolidées, dernier bilan disponible)

RAISON SOCIALE	DPT	CODE NAF	ACTIVITÉ	EFFECTIF	CA EN M€	ANNÉE BILAN	PROCÉDURE	MOIS
TIM	59	2920Z	Fabrication de carrosseries et remorques	619	92,746	2016	RJ	Janvier
WILLI BETZ FRANCE	77	5229B	Affrètement et organisation des transports	32	53,589	2014	RJ	Mars
BCBG MAX AZRIA GROUP	26	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	269	50,992	2015	RJ	Mars
SOFILEC	69	2732Z	Fabrication d'autres fils et câbles électroniques ou électriques	100	46,017	2013	RJ	Février
SILLIA V.L.	69	2611Z	Fabrication de composants électroniques	171	45,499	2015	RJ	Mars
NORDEON SAS	71	2740Z	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique	137	28,730	2015	RJ	Mars
PNEUS LEGROS	61	4531Z	Commerce de gros d'équipements automobiles	183	26,124	2015	RJ	Février
MARIANNE	75	5814Z	Édition de revues et périodiques	69	23,977	2015	RJ	Janvier
MERCERON TP	85	4312B	Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	100	22,250	2012	SAUV	Janvier
ORA VÉHICULES ELECTRIQUES	31	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	46	22,064	2015	RJ	Mars
DAVID COUSIN	62	4730Z	Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé	3	21,817	2015	RJ	Mars
KINDY BLOQUERT	60	4642Z	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures	124	21,729	2015	RJ	Février

COURBE D'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE SUR 20 ANS

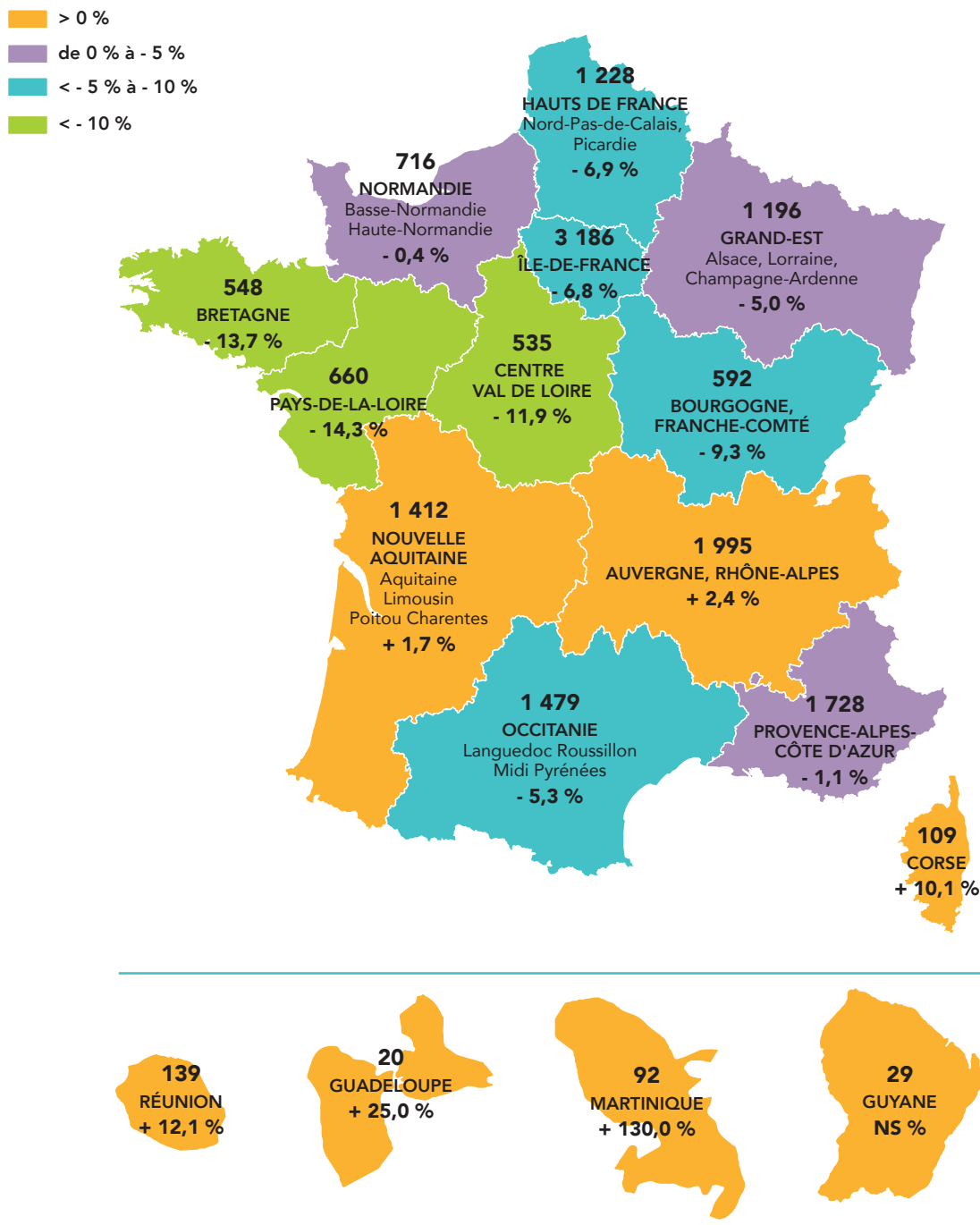
(EN MILLIERS - 12 MOIS GLISSÉS FIN DE 1^{ERS} TRIMESTRES)



La courbe d'évolution du nombre de défaillances d'entreprises cumulées sur 12 mois, calculé à chaque fin de 1^{er} trimestre sur 20 ans, témoigne de la rapide amélioration observée depuis un an. Après une longue période de 7 années (2009 – 2016) au-dessus de 60 000 procédures annuelles, la sinistralité des entreprises retombe en fin de 1^{er} trimestre 2017 proche de 57 000 défaillances sur 12 mois, soit une baisse de près de 7% par rapport à la situation de fin de 1^{er} trimestre 2016.

CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES (SAUVEGARDES + RJ + LJ DIRECTES) PAR RÉGION AU 1^{ER} TRIMESTRE 2017

SOURCE ALTARES



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'**ouverture** d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou de grande instance. Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ; Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République) soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60 % des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCES :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro Siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) sont enregistrées.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

DONNÉES SUR L'EMPLOI OU LE CHIFFRE D'AFFAIRES :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.

ANNEXES : SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS ET CODES NAF ASSOCIÉS :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage ...)	77 à 82 ET 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Autres activités	94 ET 99